

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-041 - Séance du 19/05/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 19 mai à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 13 mai 2021.

Présent(s) :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Marie-Thérèse AMALVY, François RODENAS, Damien CORDEAU, Claire VITOU, Valérie DALMAS, Séverine MONIN, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA Josiane DEVESA pouvoir à Olivier TAPIE Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN Bernard VIDAL pouvoir à Valérie DALMAS Patricia VANGREVELYNGHE pouvoir à Ludovic DUCAMP François-Xavier CHAZOTTES pouvoir à Martin FAURE Olivier DURIX pouvoir à Damien CORDEAU Xavier POTAVIN pouvoir à Claire VITOU Emilie CHENOT pouvoir à Christophe DOLL Nadine GUILLON pouvoir à Sandrine GAUTIER.

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Damien CORDEAU.

N° DLM-2021-041 - AMÉLIORATION ET EXTENSION DE LA VIDÉOPROTECTION

Monsieur Christophe KASZUBA, adjoint au maire délégué à l'urbanisme, sécurité et prévention rapporte :

La vidéo protection est un outil visant à améliorer la qualité de vie des habitants. Elle est encadrée par plusieurs textes majeurs, à savoir le Code la sécurité intérieure, la directive « Police-Justice », le RGPD et la Loi dite Informatique et Libertés de 1978, modifiée.

En effet, les dispositifs de vidéo protection constituent tous des traitements de données à caractère personnel.

Elle s'inscrit dans une démarche de prévention et de dissuasion. Elle permet d'identifier les auteurs de troubles ou d'infractions en permettant :

- de lutter contre les incivilités et les dégradations de l'espace public, contre les cambriolages, contre l'insécurité de la population et de manière générale contre les atteintes aux biens et aux personnes,
- de lutter contre le trafic de stupéfiants et de prévenir les actes de terrorisme,
- de protéger les abords des établissements scolaires et des bâtiments communaux,
- de lutter contre la délinquance routière et de réguler les flux de circulation.

La mise en œuvre d'un dispositif de vidéo protection des espaces publics doit se concilier avec les libertés publiques et individuelles.

Monsieur le maire a souhaité que la municipalité s'engage au-delà des obligations législatives et réglementaires pour garantir aux citoyens un degré de protection supplémentaire par l'élaboration de la charte d'éthique.

L'installation de 8 caméras dont 7 soumises à autorisation permettra, en accord avec la commission préfectorale, de faire face à ce type de problématique.

Le montant total de l'installation et la mise en œuvre s'élève à 42 387,24 euros H.T.

Les emplacements déterminés en concertation avec le référent sureté gendarmerie sont :

- Rond-point Philippe LAMOUR/Sortie de ville RN113 : 1 caméra et 1 VPI (visualisation de plaque d'immatriculation)
- Rond-Point Castella / Route Impériale : 2 caméras
- Rue des Écoles/rue de la Chicane : 2 caméras
- Médiathèque : 1 caméra
- Tennis club : 1 caméra (intérieure) non soumise à autorisation.

Le visionnage s'effectuera dans les locaux de la police municipale, s'intégrant au dispositif déjà en place.

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Le conseil municipal oui l'exposé de Monsieur Christophe KASZUBA et après en avoir délibéré à l'unanimité, **ACCEPTE** l'installation des 8 caméras sur le territoire de la commune comme indiqué ci-dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre,

Le mercredi 19 mai,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.